

Intervention de Gérard ASCHIERI au congrès de la FSU à Lille

« Nous ne saurions être les thuriféraires du statu quo. Mais le mouvement syndical a besoin de voir que l'orientation générale qui est mise en œuvre par le gouvernement est caractérisée d'abord par le renoncement à un service public qui assure partout et pour tous une éducation de qualité », déclare Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU, en ouverture du sixième congrès de la fédération.

En matière d'éducation, Gérard Aschieri dénonce « les multiples pseudo réformes qui sont autant de régressions », évoquant « la réforme Darcos de l'école primaire, la suppression de la carte scolaire, la réforme des lycées professionnels et maintenant celle des lycées, une réforme de la formation des enseignants qui nie qu'enseigner est un métier qui s'apprend, l'abandon du collège, la déshérence de l'éducation prioritaire ». L'orientation politique générale qui est mise en œuvre est selon lui « caractérisée par l'abandon de toute velléité de lutte contre les inégalités au profit d'une 'égalité des chances' conçue simplement comme le moyen de masquer et rendre acceptable cet abandon ».

RELATIONS AVEC LES AUTRES FÉDÉRATIONS ET SYNDICATS

Il s'en prend sans les nommer aux autres syndicats ou fédérations: « Je vois tel ou tel vitupérer contre la suppression de la sectorisation en y dénonçant à juste titre une menace gravissime et en même temps se dire qu'il peut y avoir du bon dans une réforme des EPLE qui accroît l'autonomie et le pouvoir des hiérarchies locales. Mais justement, suppression de la sectorisation et autonomie accrue aujourd'hui, vont de conserve pour amplifier la concurrence dans les services publics et accentuer sa désagrégation. J'entends tel ou tel dénoncer à juste titre les suppressions de postes et en même temps rechigner à combattre une réforme des lycées qui est faite entre autres pour pouvoir encore mieux supprimer ces postes. »

S'il ne souhaite pas « renoncer à lutter », le secrétaire général appelle à « en même temps articuler nos luttes avec un travail d'explication, de 'pédagogie' de nos revendications et de propositions alternatives ». « Je pense en particulier que nous avons à remettre sur ses pieds un débat éducatif brouillé par les fausses oppositions entre prétendus 'républicains' et soi-disant 'pédagogues'. » Évoquant ses « regrets » au moment de quitter ses responsabilités, il dit que c'est « de n'avoir pas été assez en capacité de développer une campagne positive de propositions pour l'école ». « J'é mets le vœu que nous soyons capables de le faire. Soyons confiants dans l'avenir de l'école publique, faisons partager cette confiance, portons l'ambition, ouvrons les champs des possibles. C'est peut-être le meilleur moyen de lutter. »

MOYENS D'ACTION

Gérard Aschieri aborde ensuite le thème des « mobilisations » et « instruments de luttes ». Il rappelle la « mobilisation rarement égalée dans notre pays » contre la réforme du lycée puis contre la masterisation qui a eu lieu l'an passé mais qui a pourtant abouti à un « échec ». « Nous avons tous eu du mal à articuler luttes sectorielles et luttes générales et la FSU de ce point de vue n'a pas échappé à cette faiblesse, notamment avec le conflit à l'université ».

« Les différences d'appréciation sur la stratégie et en particulier sur l'articulation entre luttes et revendications, les différences d'intérêts d'organisation (nées entre autres des craintes de certains pour leur avenir devant les nouvelles règles de la représentativité), la politique gouvernementale cherchant à la fois la mise devant le fait accompli et la division du front, tout cela a empêché l'intersyndicale de construire une stratégie dynamique et a abouti à ce qui a été vécu comme un échec en juin. Certains qui ont proclamé leur volonté de lutte résolue et de grève générale pour mieux refuser toute action commune portent sans nul doute une lourde responsabilité. Le résultat est là et il a pour première conséquence une difficulté nouvelle à mobiliser dans la période », conclut-il.

SUCCESSION

Gérard Aschieri assure enfin Bernadette Groison (issue du SNUipp-FSU) « qui va lui succéder » de « toute sa confiance ». Son élection aura lieu vendredi 5 février 2010.